

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2594>



Agnès Dumand : Se mêler dans la marée sociale

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2017-2018 - Conseil national de mai 2018 -



Date de mise en ligne : vendredi 18 mai 2018

Date de parution : 18 juin 2018

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

La période qui s'est ouverte avec l'élection d'Emmanuel Macron nous oblige à repenser l'action syndicale et nous conduit à réfléchir à une stratégie qui associe usagers et personnels pour défendre notre bien commun que sont les Services Publics.

Il nous faut aujourd'hui réfléchir au profil du SNUipp et de sa communication possible avec les personnels et les usagers face à un gouvernement qui multiplie les attaques contre tous les acquis issus de la libération : la protection sociale, les retraites, les Services Publics et les droits des salariés.

Qu'est-ce qui pourrait empêcher Emmanuel Macron, son gouvernement, et le Medef d'imposer coûte que coûte une restructuration en profondeur de la société française, initiée depuis longtemps par les ultra libéraux, et la finance ?

Qu'est-ce qui pourrait les empêcher de détruire les droits des salariés ; d'introduire la sélection et le tri social de la maternelle à l'université ; de privatiser les Services Publics ; de réformer la fiscalité en faveur des plus riches ; d'aggraver le sort des sans emplois, des retraités et des travailleurs pauvres ; de réduire les droits des usagers des services publics avec toujours plus d'inégalités ; d'introduire l'état d'urgence dans le droit commun ; de faire voter des lois répressives contre les migrants ...

L'École est loin d'être à l'abri de ces projets funestes. Et la politique Blanquer porte largement sa pierre à l'édifice en organisant, bien en amont de la sélection à l'université, le tri social qui permettra aux plus riches, aux plus connivents d'accéder aux postes clés pour continuer à porter les mêmes ambitions qui creusent inexorablement les inégalités.

Sur le terrain, les élus des CAP ou des CT se rendent bien compte que le chantier de démolition de la fonction publique est engagé, que l'opération de mise au pas des personnels a déjà commencé : individualisation des carrières, dérégulations à tout va, travail des représentants du personnel empêchés, recrutement de plus en plus important de contractuels ...

On le sait, la journée du 22 mai ne suffira pas à enrayer la machine à démanteler la fonction publique !!!

Alors, qu'est-ce qui pourrait les empêcher ? Sinon un mouvement social d'ampleur ? Convergence, coagulation ou mayonnaise, le terme importe peu, les luttes sectorielles ont toutes un point commun, elles s'opposent aux dégradations inexorables des conditions de travail et de rémunération, aux remises en cause des droits, des statuts et/ou des professionnalités... Les salariés subissent les mêmes logiques de déclassement et de casse de leur outil de travail.

Le mouvement syndical et plus particulièrement la FSU, en ce mois de mai se retrouvent de nouveau à la croisée des chemins : Décidons-nous de mêler nos pas ou non aux organisations syndicales, associations et partis politiques qui souhaitent faire barrage à cette politique, en toute indépendance sur la base de nos mandats et de notre projet syndical de transformation sociale ?

Initiée par ATTAC, la fondation Copernic, convergence des SP...., associations dont nous sommes partie prenante, la journée du 26 mai pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité partout en France est une étape à ne pas manquer.

C'est en toute indépendance, que la FSU et ses syndicats, doivent prendre leur part dans cette bataille qui ne se gagnera que tous ensemble !